

1917 : combien de temps la guerre pourra-t-elle encore durer ?

Bernard Phan

Professeur honoraire de 1^o supérieure au lycée Henri IV, président de la section AMOPA de la Somme

La guerre durant les années 1914 et 1915 avait fait bien des dégâts et des morts mais n'avait pas encore vraiment été la guerre industrielle moderne qu'elle devint en 1916. Le changement, on pourrait même dire le bouleversement, fut particulièrement éclatant sur le front occidental. Les deux grandes batailles, aussi terribles qu'inutiles, que furent la bataille de Verdun et celle la Somme, mirent en évidence les effets matériels et humains de ce passage à la guerre industrielle. De nombreux indices firent alors douter les plus fins observateurs quant aux possibilités de tenir encore longtemps dans ce face-à-face enterré, avec des opérations aussi meurtrières et coûteuses qu'inutiles. Cela risquait de craquer, cela allait craquer ! D'autant que le front n'était pas seul en cause. L'arrière, lui aussi, avait des motifs de mécontentement dans divers domaines. Il les exprima dans un spectre large s'étendant de la révolte à la révolution. Bien entendu tout cela ne pouvait qu'avoir des effets politiques.

L'année 1916, première année de la guerre industrielle, avait été particulièrement éprouvante. L'enfer de Verdun n'avait débouché sur rien et, avant même que la bataille de Verdun ne fût terminée, avait commencé le carnage de la Somme, encore plus meurtrier. Dans les derniers temps de la bataille de Verdun, dans certaines unités, les officiers avaient noté que hommes se mettaient à bêler en recevant l'ordre de passer à l'attaque. Ils n'exprimaient nullement le refus de se battre, mais simplement le refus de le faire dans les conditions que le commandement leur imposait. Aussi, au vu des ces signes, dès novembre 1916, Nivelle avait établi un rapport rendant compte de ses inquiétudes quant à l'état du moral des combattants.

Bien évidemment l'année 1917 n'arrangea rien. Le nombre de pertes britanniques fut particulièrement élevé à Passchendaele, aussi appelée troisième bataille d'Ypres, pour un résultat on ne peut plus mince. Malgré son rapport de la fin de l'année 1916 et l'échec annoncé de son plan, Nivelle déclencha comme prévu son offensive au Chemin des Dames. Les trois premiers jours de cette opération coûtèrent 40.000 morts et la perte de 120 chars mis hors de combat. Cette offensive Nivelle fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase dans les unités de poilus. Entre mai et juillet, se produisirent les fameuses « mutineries » qui n'en furent pas vraiment. Il s'agit bien davantage de désobéissances limitées, de comportements en rupture vis-à-vis de la hiérarchie, jusqu'à, il est vrai dans les cas les plus graves, des violences exercées par les hommes contre des officiers. Dans ces comportements l'excès de consommation alcoolique facilita souvent le passage à l'acte. De forts tempéraments, les « grandes gueules » comme on les appelle, apprenant qu'ils allaient devoir remonter en ligne alors qu'on leur avait annoncé un repos, exprimaient tout haut ce que beaucoup d'autres poilus pensaient sans oser le formuler ! Ces hommes, sur le front occidental, n'en étaient pas encore au refus résolu de combattre, mais ne supportaient plus de le faire pour rien. Au fond, et le texte de la chanson de Craonne l'exprima clairement, ces hommes avaient le sentiment d'être « des sacrifiés ». Les inquiétudes, multiples, sur ce qu'était la vie dans le reste du pays, le sentiment d'être abandonnés par leurs concitoyens comme par leurs dirigeants, se mua en mépris de l'arrière. Au maximum ces actes d'indiscipline concernèrent 100.000 hommes.

Le général Philippe Pétain eut l'intelligence de le comprendre et, plus encore, l'habileté d'exprimer son analyse et ses conclusions, au demeurant fondées, dans des termes qui furent parfaitement compris par les poilus. Les cas les plus graves entraînèrent 49 envois devant un peloton d'exécution ; la suspension des opérations inutiles, les attaques « pour le communiqué » comme les poilus les appelaient,

l'amélioration de la nourriture et du régime des permissions, ramenèrent l'ordre dans l'armée française. Cela valut à Pétain, chez ses pairs obsédés de l'offensive, le surnom de « Pétain le pétochard », mais en contrepartie il acquit dans la troupe une popularité aussi profonde que durable. Cela explique qu'en 1940 l'écrasante majorité des Français lui firent confiance, persuadés qu'ils étaient que non seulement c'était le plus à même de les protéger, mais que de surcroît il était impensable qu'il pût commettre la moindre forfaiture. Cet épisode des mutineries ne fut pas réglé au fond pour autant. Sans avoir conservé le caractère aigu qu'il put prendre dans le passé, il reste, un siècle après, un élément douloureux et encore vivace dans la société française.

Sur le front russe, la situation était d'une tout autre gravité. Le soldat russe n'est pas un mauvais soldat mais il était contraint de se battre dans des conditions pour lesquelles le qualificatif de calamiteuses est insuffisant ! Mais surtout Lénine, en rendant publiques les thèses d'avril, provoqua dans les rangs de l'armée russe une inquiétude qui fit se multiplier les désertions. En effet, les soldats russes étaient, pour l'écrasante majorité d'entre eux, des paysans qui attendaient d'avoir des terres depuis trop longtemps pour pouvoir imaginer de n'être pas présents dans leurs villages au moment du partage annoncé de ces terres ! L'offensive russe de Broussilov, à l'été 1917, ne fut pas le succès attendu, la Galicie étant perdue en dix jours et les désertions s'intensifièrent. A l'entrée de l'hiver, la situation militaire devint catastrophique du fait de la débandade de nombreuses unités.

Les forces allemandes connurent, elles aussi, des mouvements d'indiscipline, en particulier dans la marine découragée par l'inaction et le caractère détestable de la nourriture. Dans l'armée de la Double monarchie, Tchèques et Croates désertèrent de façon croissante et passaient chez les Russes. Le désastre italien de Caporetto, fin 1917, ne fut pas pour autant un réconfort pour Vienne. On comprend qu'à la fin de 1917 l'Autriche-Hongrie et la Russie bolchevique aient signé un armistice.

A l'opposé des combats terrestres en Europe, la guerre sous-marine, elle, se distinguait par son intensité et ses résultats suscitant, selon la date et le camp auquel on appartenait, les plus fortes inquiétudes ou les plus grandes espérances. Jusqu'en juillet 1917, en effet, la guerre sous-marine à outrance permit aux Allemands de couler un tonnage supérieur à celui que les chantiers navals alliés étaient capables de fournir pour le transport des matériels et produits indispensables aux combattants, en provenance des Etats-Unis ou des colonies. Les marins du Kaiser s'étaient donné six mois pour mettre les pays de l'Entente à genoux et se prenaient à y croire ! Dans la seconde moitié de l'année 1917, la situation se retourna, le système des convois fit la preuve de son efficacité et permit aux Alliés d'être moins inquiets. Le gouvernement britannique avait dû mettre au pas les amiraux qui, dédaignant de naviguer en convois, avaient traîné les pieds avant de devoir s'exécuter. L'amirauté leur avait rappelé que de plus jeunes officiers ne demandaient qu'à bénéficier de mesures d'avancement !

Au Sud-Est, le front du Proche Orient arabe fut un des rares fronts sur lequel un des deux camps obtint des résultats. Il redevint un front actif et successivement les Britanniques et leurs alliés arabes s'emparèrent de Bagdad, Jérusalem, et Gaza avant d'entamer le mouvement de remontée vers le Nord de la péninsule arabe.

La médiocrité de la situation militaire et les incertitudes qui en découlaient n'étaient pas les seules préoccupations des gouvernements. Cela commençait aussi sérieusement à tanguer à l'arrière. En Allemagne, le blocus rendait la vie quotidienne difficile du fait des pénuries, du rationnement et de la dégradation de la qualité des produits alimentaires. La bière était aqueuse et ne méritait plus le nom de bière, le pain K était plus rebutant qu'appétissant. Les quantités disponibles étaient très insuffisantes au point que des soldats envoyaient des rations militaires à leurs familles habitant dans les grandes villes ! Les vêtements coûtaient cinq fois plus cher qu'en 1913. Si elle donnait des satisfactions à l'amirauté, la guerre sous-marine n'avait aucun effet bénéfique pour les populations civiles du IInd Reich.

La population civile était également de plus en plus mécontente chez les belligérants de l'Entente. La hausse des prix, rendue psychologiquement encore plus insupportable par l'explosion de bénéfices de guerre, devenait difficilement tolérable, surtout pour des populations habituées à la stabilité des prix et de la monnaie jusqu'en 1913. Pour une base 100 en 1914, les prix des denrées alimentaires étaient à l'indice 170 au Royaume-Uni alors que les salaires n'avaient progressé que jusqu'à l'indice 118. En

France, pour la même base 100, les produits alimentaires avaient atteint l'indice 174 et les salaires l'indice 130. Cette situation entraîna de nombreuses grèves et manifestations. En Allemagne, avec 500 grèves on en était au double de 1916 et ces grèves mobilisèrent cinq fois plus de grévistes que l'année précédente, jetant sur le pavé 700.000 grévistes. Les arrêts de travail furent plus importants en Grande-Bretagne que dans l'Empire allemand. La France enregistra elle aussi une augmentation des grèves par rapport à 1916. On menaça les hommes d'un envoi au front et pour remettre les femmes au travail on eut recours à des mesures réglementaires. En matière de salaires on rendit l'arbitrage obligatoire, et on s'efforça d'apporter quelques améliorations matérielles.

La Russie, elle, était plongée dans une misère bien plus importante. Comme d'habitude, l'engagement des femmes dans les émeutes de la faim ne pouvait pas tromper : la situation était grave ! Elle était même désespérée. Ce qui explique qu'on en n'était plus au stade de la grève mais que ce fut la révolution de février, les troupes chargées de rétablir l'ordre public ayant refusé d'exécuter les ordres reçus.

La détérioration de la situation militaire et l'agitation sociale ne furent pas les seules difficultés auxquelles furent confrontés les gouvernements. Ces difficultés avaient à leur tour débouché sur des complications politiques.

En France avec l'arrivée de Clemenceau à la tête du gouvernement, comme au Royaume-Uni, où les Communes donnèrent à Lloyd George les pleins pouvoirs, les politiques reprirent la main sur les militaires. De leur côté les socialistes, qui depuis 1914 vivaient comme une trahison de leur internationalisme prolétarien leur incapacité d'empêcher la guerre, furent ébranlés par la Révolution russe et décidèrent de réviser leurs choix politiques. En France, à l'automne 1917, ils mirent un terme à l'Union sacrée, tout comme en Italie. Alors qu'en 1914 ils avaient créé la surprise par l'affirmation d'un patriotisme inattendu et suscité de la sorte un étonnement positif, ils apparurent comme de mauvais citoyens dans une bonne partie de la société.

En Allemagne aussi les socialistes mirent un terme à leur coopération avec le gouvernement mais la majorité resta en contact avec les militaires pour contrer les choix des Spartakistes. Les militaires concentrèrent alors le pouvoir politique entre leurs mains, en profitant des liens directs qu'ils avaient avec le Kaiser. En juillet 1917, les députés socialistes votèrent avec ceux du Zentrum un texte associant la volonté de paix sans annexion et celle d'établir dans l'Empire allemand un régime démocratique fondé sur le suffrage universel. Vote sans effet immédiat mais lourd de conséquences à terme. Il permit, en effet, d'associer dans la mentalité collective démocratie et défaitisme et d'accuser ces deux partis, qui fournirent le socle politique de la République de Weimar, d'avoir souhaité la défaite de l'Empire allemand. En Autriche-Hongrie, le successeur de François-Joseph, Charles I^{er}, hésitait entre rester fidèle à l'alliance allemande ou l'abandonner pour tenter de sauver son Etat, pour autant que la chose fût encore possible ! Malheureusement pour lui ses offres de paix ne suscitèrent pas l'intérêt qu'il avait escompté.

A l'Est, l'arrivée des Bolcheviques au pouvoir faisait naître d'autres inquiétudes. L'idée de paix sans annexion et la publication des accords diplomatiques secrets ne parvinrent pas à semer la zizanie entre les puissances. L'appel aux peuples colonisés à se soulever contre leurs colonisateurs présentait le risque de multiples conséquences plus ou moins graves s'il suscitait l'adhésion des peuples concernés. Mais ces populations n'avaient pas encore, pour la plupart d'entre elles, d'opinions publiques véritables. Il n'empêche que la capacité de nuisance des Bolcheviques parut suffisamment importante pour que certains hommes politiques britanniques en fissent rapidement un ennemi plus dangereux que l'Allemand.

Cette nouvelle donne, dans nombre de pays, fit que l'on sentait plus ou moins clairement que si la guerre s'éternisait encore la situation pourrait devenir grave, voire incontrôlable. De nombreuses recompositions entrecroisées se dessinaient, celles découlant de la Révolution russe n'étant pas les moindres. S'installait le sentiment qu'il allait se passer, qu'il fallait qu'il se passât quelque chose permettant de mettre un terme à la guerre.

Parallèlement à ces évolutions de politique intérieure des évolutions se dessinaient également sur le plan international. Entrés sans savoir pourquoi en conflit, les belligérants, tout en restant fidèles à

leurs alliances, continuèrent également à mener « leur » guerre. Cette absence de coordination préparait une foule de complications pour l'après-guerre. En février-mars 1917, France et Royaume-Uni reconnurent au Japon des droits sur le Shandong et les archipels allemands du Pacifique, dans l'espoir d'obtenir des navires nippons pour compenser les pertes navales dues à la guerre sous-marine. Ils en furent pour leurs frais et n'obtinrent rien. En novembre 1917, les accords Lansing-Ishii apportèrent un acquiescement étatsunien à l'existence d' « intérêts spécifiques » du Japon en Chine, même si Washington tenta de revenir sur ses promesses, à peine l'encre de la signature de Lansing avait-elle séché !

A l'opposé, dans l'espoir de se débarrasser de la tutelle européenne et japonaise et pour tenter de recouvrer la souveraineté sur son territoire, la Chine déclara la guerre à l'Allemagne pour pouvoir être présente à la conférence de la paix et y plaider sa cause.

Unilatéralement, et sans daigner répondre aux demandes de précisions françaises et italiennes, le Royaume-Uni rendit publique, le 2 novembre 1917, la Déclaration Balfour exprimant le souhait de Londres de voir créer en Palestine un foyer national juif. Par contre ce fut conjointement que Français et Britanniques reconnurent aux minorités de l'Empire austro-hongrois un droit à des aspirations nationales. Mais Londres ne souhaitait pas pour autant un éclatement territorial de la Double monarchie. A vrai dire aucune puissance n'avait envisagé que l'Autriche-Hongrie pût disparaître mais leurs gouvernements devaient reconnaître que « les faits sont têtus » : les mouvements nationalistes hostiles à Vienne entendaient ne pas laisser passer la chance que leur offrait cette guerre. Tchèques, Croates, Slovènes et autres peuples se considérant comme brimés tenaient leurs indépendances pour acquises !

Tous ces changements ou esquisses d'évolution possible n'eurent guère d'effets tant que la menace de devoir continuer à se battre sur deux fronts pesa sur les Allemands. Tout au plus ces événements préparaient-ils une fragilisation des alliances pour l'avenir, tant ils étaient porteurs d'intérêts antinomiques. Mais quand le 20 décembre 1917 s'ouvrirent des négociations germano-russes en vue d'un traité de paix il n'y eut plus de doutes. La guerre allait probablement revenir à la guerre de mouvement et une course contre la montre ne tarderait pas à se déclencher. D'autant que depuis avril 1917 un nouvel acteur était arrivé dans le jeu. Les Etats-Unis d'Amérique, sans toutefois être encore vraiment entrés en scène, avaient abandonné leur situation de neutralité. Mais, s'ils envoyèrent bien deux millions d'hommes en Europe, en décembre 1917, il n'en n'était arrivé que 400.000.

Comment Wilson, réélu sur le bien-fondé du choix de la neutralité, avait-il pu tourner casaque et faire entrer son pays dans la guerre ? La guerre sous-marine à outrance avait indisposé l'opinion étatsunienne et le gouvernement de Washington avait refusé, en janvier 1917, la solution de compromis proposée par Berlin. Les Allemands étaient prêts à garantir la sécurité d'un navire étatsunien portant un signe distinctif et ne transportant aucun produit utile à la guerre. Quelques semaines plus tard l'opinion étatsunienne avait été scandalisée par la révélation de l'existence du télégramme Zimmerman. Ce texte, incitant le Mexique à attaquer les Etats-Unis en vue de recouvrer les territoires pris par les Etatsuniens au Mexique au XIX^e siècle, avait été expédié grâce au câble du State Department mis aimablement à la disposition de l'Empire allemand après qu'en 1914 le Royaume-Uni eût sauvagement et illégalement coupé les liaisons sous-marines rattachant l'Empire allemand au monde extérieur.

Si l'annonce de l'existence de ce télégramme était utile pour emporter l'adhésion de l'opinion publique étatsunienne en faveur de l'entrée en guerre, ce n'était pas un acte majeur. Autrement plus importante était l'inquiétude des milieux économiques. Les banques étatsuniennes commençaient à redouter selon les résultats du conflit une défaillance de leurs débiteurs de l'Entente. En proclamant la neutralité de son pays, en 1914, Wilson avait incité les banques et autres milieux économiques étatsuniens à la prudence et leur avait demandé de ne favoriser aucun des deux camps en guerre. Mais force était de constater que ces conseils n'avaient pas été suivis et que la défaite de l'Entente serait, si elle devait se produire, une catastrophe pour les créanciers étatsuniens. Profitant de l'indignation populaire le Congrès avait donc voté, début avril 1917, l'entrée en guerre des Etats-Unis. Mais leur armée était à construire à peu près intégralement. Lever des hommes, les instruire et entraîner, les équiper et les acheminer en Europe imposait des délais.

Dès lors, pour l'Etat-Major allemand, il fallait essayer d'en finir avant l'arrivée des Etatsuniens en mettant un terme à la guerre à l'Est, non sans essayer d'obtenir des annexions territoriales au détriment

de la Russie, puis retourner le plus de forces possibles contre l'Entente. A l'inverse, pour l'Entente, il fallait attendre « les Américains et les chars », pour reprendre la formule de Pétain.

Sans que rien ne fût, bien évidemment écrit d'avance, l'année 1917 fut tout à la fois l'année de l'expression des mécontentements et de l'aspiration à voir la guerre se terminer. Et chez les soldats épuisés par la dureté croissante des modalités et conditions de combat qui s'ajoutait à la durée de la guerre. Et dans les populations de l'arrière du fait de la dégradation des conditions d'existence d'une proportion croissante de civils. L'effondrement de la Russie et l'arrivée dans la guerre des Etats-Unis, en modifiant les données du problème, en firent une année charnière marquée par la reprise de la guerre de mouvement. Mais aux ambiguïtés déjà présentes dans l'entrée en guerre en 1914, cette année 1917 en ajouta d'autres qui allaient rendre le rétablissement de la paix difficile et particulièrement fragile.